

**DEBOUT  
LA FRANCE !**

Madame la Secrétaire Générale,


J'ai le plaisir de vous informer de la bonne réception de votre courrier du 9 mai. Comme vous le savez, je me suis engagé depuis des années dans la défense des automobilistes. Au prétexte d'une fiscalité prétendument écologique, les automobilistes subissent un matraquage fiscal sans commune mesure.

Alors que les prix de l'essence sont à des niveaux trop élevés, que tant de Français sont en situation de précarité et de difficulté financière, il n'est pas acceptable que les gouvernements voient en l'automobiliste un pigeon à plumer par les taxes. La réalité est tout autre : ce sont les travailleurs français qui se déplacent en voiture pour aller travailler, c'est donc les plus fragiles et les plus honnêtes qui sont visés au travers de cette fiscalité. Au-delà, toutes les politiques autour du transport routier individuel ont été des occasions de matraquer les automobilistes : de la politique de sécurité routière et de la gestion des autoroutes ont fini par découler harcèlement, amendes et droits de péage. Je me suis opposé dès 2012 aux hausses d'impôts décidées par François Hollande et Ségolène Royal

Alors que l'Union Européenne essaye d'imposer un contrôle technique plus coûteux et Emmanuel Macron une fiscalité encore plus lourde, j'ai proposé de prendre des mesures d'urgence pour plus de justice fiscale envers les automobilistes : annulation de toutes les hausses de taxes sur les carburants de 2018 et celles à venir (la « trajectoire carbone » est censé faire augmenter la taxe carbone chaque année jusqu'en 2022 au moins), aligner taxes essences par le bas au niveau du diesel, fin des 80 Km/h forcés, renationalisation les autoroutes et rendre gratuites celles déjà amorties. Je veux aussi accompagner les Français pour qu'en 10 ans chaque automobiliste puisse acheter son véhicule propre et fabriqué en France.

Sachez, chère Madame, tout mon soutien dans la lutte que vous menez pour tous les automobilistes et travailleurs Français. C'est avec plaisir que je vous transmets mes réponses à votre questionnaire en annexe.

Fidèlement,



**Nicolas Dupont-Aignan**  
Député de l'Essonne  
Président de Debout La France



*Tête de liste « Debout La France -CNIP » aux élections européennes 2019*

# DEBOUT LA FRANCE !

## Annexe :

1. Les radars : Le recours au radar peut être utile lorsqu'il est installé sur des zones dangereuses et accidentogènes. Cela permet de pousser les automobilistes à ralentir sur des tronçons dangereux. Toutefois, la multiplication des radars sans aucune justification sécuritaire ne cache que la recherche de l'Etat de multiplier les amendes. D'un outil pour sécuriser des tronçons de route, nous sommes passés à un système de surveillance permanent afin de remplir les caisses de l'Etat
2. La répression routière : On a du mal aujourd'hui à percevoir l'intérêt de ces nouvelles technologies. La massification et la systématisation de ces systèmes répressifs aboutissent à un véritable harcèlement des automobilistes et nuit au simple droit à l'erreur. On ne peut que douter du fondement sécuritaire : la privatisation rampante du système de répression en fait une source de profit en faveur d'entreprises privées. Ce n'est pas acceptable : les amendes sont du domaine de l'impôt, elles doivent servir l'intérêt général et non les profits particuliers.
3. Les limitations de vitesse : L'excès de vitesse n'est pas la cause la plus importante d'accident. Pourtant, l'essentiel des politiques de répressions concernent la vitesse et non pas l'alcool ou l'usage de stupéfiants. Concernant l'abaissement de la vitesse, je suis opposé à la généralisation systématique des 80 Km/h voire l'abaissement délirant sur le périphérique parisien à 50 ou 30 km/h comme le souhaiteraient les écologistes parisiens. Il faut territorialiser cette question des limitations de vitesse et laisser les élus locaux et préfets au cas par cas pour les zones accidentogènes.
4. L'Europe et la Sécurité routière : Ces nouvelles techniques sont extrêmement inquiétantes pour les libertés individuelles et dangereuses. L'une des menaces aujourd'hui est celle de la cybercriminalité à laquelle les pays Européens sont très sensibles et pour l'instant mal préparés. Il serait dangereux de déployer le système de bridage automatique de façon massive face au risque cybercriminel ou simplement de bug informatique.

Il faut une politique de sécurité routière fondée sur la prévention mais qui sache réprimer les vrais délits selon les circonstances : un excès de vitesse parce que quelqu'un en retard pour aller travailler n'est pas la même chose qu'un excès

# DEBOUT LA FRANCE !

de vitesse sous l'emprise de drogues ou autre. Il faut punir sévèrement ceux qui mettent sciemment leur vie et celle des autres en danger.

5. L'état du réseau routier : Je suis pour un effort public majeur dans l'entretien du réseau routier. Il faut pour cela redonner des moyens aux collectivités locales et surtout refuser la privatisation annoncée des routes sur le modèle des autoroutes. Il faut aussi faire participer les automobilistes étrangers à l'entretien des routes françaises par une taxe aux frontières ce qui nécessitera une modification des traités.
  
6. Véhicule et environnement : Oui, c'est possible. J'ai présenté un plan pour sortir en 10 ans de la dépendance au pétrole et donc pour transformer le parc automobile en un parc propre. Je propose d'engager un grand projet national et européen pour aider les Français à acheter un véhicule électrique et pour déployer les bornes de recharge. Cela sera financé par les économies liées à la baisse de consommation de pétrole (qui coûte entre 400 et 600 Mds d'€ tous les 10 ans) et la création de plus de 400.000 emplois si nous localisons la production en France.
  
7. L'avenir de la voiture : La voiture reste l'outil le plus pertinent pour des déplacements quotidiens sur des moyennes distances. Elle est donc vouée à rester mais à être plus propre. Toutefois, pour les distances plus longues, il faut renforcer le ferroviaire et le rendre plus accessible.